

CDEN du 4 septembre 2025 - Déclaration liminaire de la FSU 82

Avant de débiter notre déclaration liminaire, la FSU 82 souhaite rendre hommage à notre collègue, Caroline Grandjean. Victime d'insultes homophobes, de menaces de mort, harcelée dans son village du Cantal, cette directrice s'est donné la mort, le lundi 1er septembre 2025, jour de la rentrée scolaire. Nous espérons que, comme elle l'affirme, l'institution a été à ses côtés car dans ces situations violentes, les collègues ne peuvent se passer d'un soutien inconditionnel.

Nos pensées vont vers sa femme, ses proches, ses collègues, ses élèves. La FSU ne le rappellera jamais assez : l'homophobie est un danger pour nos élèves, mais aussi pour les personnels. L'homophobie écrase, fragilise et tue !

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN, en cette rentrée scolaire 2025, le contexte politique semble, tout comme l'année dernière, inédit.

Lorsqu'en 2024, nous nous interrogeons sur la légitimité du gouvernement mis en place à la suite de la dissolution ; cette année, c'est le premier ministre lui-même qui semble s'interroger sur sa propre légitimité à gouverner...

Il est vrai qu'à force de sacrifices des salarié·es, des retraité·es et des plus précaires, de casse des services publics, tout cela au profit des plus riches, la colère sociale devient vraiment légitime, elle !

Le 15 juillet dernier, le premier ministre présentait un projet de budget d'une inhumanité féroce. Suppression de 2 jours fériés, gel des salaires des fonctionnaires et contractuel·les, désindexation des pensions de retraite, doublement des franchises médicales, remise en cause de la 5ème semaine de congés payés, 3ème réforme de l'assurance chômage réduisant encore l'accès aux droits et aux indemnités... Les travailleurs et travailleuses, les chômeurs et chômeuses, les précaires, les retraité·es, les malades sont clairement la cible de ces attaques sociales ?

Nos organisations syndicales, réunies le 29 août dernier à Paris, l'ont rappelé : ce ne sont pas les dépenses sociales nécessaires qui accentuent le déficit, mais c'est bien la politique assumée de 211 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches, aux grandes entreprises et à leurs actionnaires. La pauvreté, les inégalités sont à leur plus haut niveau aujourd'hui... S'obstiner dans cette voie, ce serait faire basculer le pays dans un marasme social sans précédent et durable, aux conséquences démocratiques dangereuses.

La FSU exige de toute urgence un autre budget, qui soit fondé sur la justice fiscale et sociale et appelle à se mobiliser dès le 10 septembre puis le 18 contre la politique du gouvernement.

La fonction publique, dont l'École, paye le prix fort de ce projet de budget... Dans un contexte de crise historique d'attractivité de nos métiers et de nos carrières, l'annonce de la suppression de 3 000 emplois et le non remplacement d'un fonctionnaire sur trois à partir de 2027, constitue tout simplement un engagement à dégrader encore davantage le service rendu aux usagers et usagères, ainsi que les conditions de travail des agent.es.

Pour ce qui concerne notre département, la baisse démographique, aurait dû offrir l'occasion d'exercer notre profession dans de meilleures conditions, d'alléger les effectifs dans les classes, pour développer les Réseaux d'aides, pour penser l'inclusion autrement et abonder le remplacement.

Pourquoi ne pas assumer le choix de faire baisser sensiblement les effectifs moyens par classe, de façon à se rapprocher de ceux de nos homologues européens ? Au niveau national, en

maintenant les effectifs enseignants à leur niveau actuel, nous passerions d'une moyenne de 22,4 élèves par classe actuellement à 18,2 en 2034 (Julien GRENET, chercheur en économie au CNRS, dans le FSC n°506 du 29 août dernier). C'est un choix qui serait juste, et sage.

Pour terminer, la FSU est déterminée à défendre le modèle social et les services publics, seuls à même d'assurer la solidarité, la cohésion, la justice sociale et la nécessaire rupture écologique. Alors que l'extrême droite prospère en France et que la situation internationale est tendue, la FSU réaffirme aussi son engagement pour la paix. Elle appelle les agent.es des services publics à s'informer et à débattre de ces annonces et de leurs conséquences. La FSU s'engagera pleinement pour construire, avec les autres organisations syndicales, les mobilisations indispensables pour gagner d'autres choix budgétaires, sociaux et écologiques. Le 10 et le 18 septembre sont deux journées qui doivent permettre d'inverser la tendance et d'imposer d'autres choix, tant pour l'Éducation que pour l'ensemble des Services Publics et des populations les plus fragiles.